

## **École primaire : coup de rabot sur les moyens !**

L'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée s'était traduite par une priorité donnée à l'école primaire, la plaçant au cœur de la politique éducative. Sept ans plus tard, les engagements sont déjà loin et, pour la deuxième année consécutive, le premier degré doit rendre des moyens pourtant nécessaires à son bon fonctionnement.

C'est donc avec 650 postes en moins que se prépare actuellement la rentrée 2024. Les remontées des cartes scolaires départementales font état d'un solde de plus de 2 200 fermetures de classes. Ces suppressions relèvent d'une pure logique comptable liée à la démographie scolaire sans que ne soient jamais mis en avant l'intérêt des élèves et l'amélioration de leurs apprentissages.

Encore une fois les moyens dégagés par les fermetures de classes permettront de financer en partie les priorités voulues par le ministère (dédoublage des classes de grande section en éducation prioritaire, scolarisation des 2 ans dans les quartiers politique de la ville, accompagnement de l'école inclusive). Mais cela se fera au détriment d'autres postes dont les écoles ont réellement besoin pour fonctionner et combattre les inégalités scolaires : remplaçant·es, enseignant·es spécialisé·es de RASED, maîtres supplémentaires...

Ce constat est largement partagé sur le terrain. Boycott des instances départementales, refus de vote, motions dénonçant les retraits d'emplois..., les opérations de carte scolaire cette année auront alimenté des fronts de refus à l'initiative des parents d'élèves, élu·es locaux et enseignant·es qui demandent des moratoires et des moyens supplémentaires pour l'École. Ces mobilisations perdurent parfois même après la validation de la carte scolaire par les préfets.

Pourtant le ministère ne prend pas la mesure de ces alertes. L'annonce le mois dernier d'un plan d'économies pour l'État, dont le ministère de l'Éducation nationale ne sera pas exempté, laisse envisager le pire pour le budget à venir. Une nouvelle vague de suppressions de postes serait catastrophique pour les élèves et les personnels !

Devant le refus du ministère d'engager des moyens pour l'École, la FSU-SNUipp a décidé de se tourner vers la représentation nationale : c'est auprès des président·es des groupes parlementaires qu'elle va tirer la sonnette d'alarme et porter sa revendication d'un plan d'urgence pour l'école.